

## LOUISA HANOUNE À PROPOS DE LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE :

## «Une réforme peu profonde»

**L'avant-projet de révision de la Constitution, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune n'a pas manqué d'en relever un certain contenu «hermaphrodite», d'en constater l'absence de réformes profondes.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Ayant ouvert hier à El Achour, à Alger, les travaux d'une session ordinaire du comité central du PT, Louisa Hanoune considérera que le projet de révision, présenté récemment par le directeur de cabinet de la présidence de la République, comporte certes des aspects positifs, «des avancées», mais qui sont néanmoins «contrariées». Sans se prononcer sur toute la teneur du projet de texte fondamental, une des thématiques devant être abordées lors de cette session ordinaire qui s'étale sur deux jours, et tout en refusant d'anticiper sur l'avis que formulera le Conseil constitutionnel, la secrétaire générale du PT constate cependant que l'avant-projet ne traduit pas une réforme institutionnelle et politique «profonde» et ne consacre pas pleinement le retour au peuple, comme s'y engageait le président de la République en 2011. «Ce ne sont que des modifications peu profondes», dira Louisa Hanoune qui constate, de manière évidente, qu'il n'y a ni remise en cause du type de régime politique, ni séparation effective des pouvoirs et ni consécration réelle des droits des députés...

Observant le projet de limitation du mandat présidentiel, a contrario

de l'amendement opéré en 2008, et sous-tendu par le souci de «l'alternance», la secrétaire générale du PT relève qu'il aurait été davantage opportun de consacrer le principe de la révocabilité par le peuple de ses élus à tous les niveaux de responsabilité (élus aux Assemblées locales et nationales, président de la République...). Comme elle observera que l'indépendance réelle du système judiciaire n'est pas consacrée, au-delà des dispositions positives que prévoit l'avant-projet au profit des avocats, des magistrats et des justiciables.

Tout en agréant semble-t-il l'institution d'une commission indépendante de surveillance des élections, la secrétaire générale du PT émettra le doute sur l'autonomie réelle des membres de cette instance dans la mesure où ils seront nommés par décrets. Mais c'est concernant la consécration de tamazight en tant que langue nationale et officielle que Louisa Hanoune formulera une appréciation mitigée.

Observant que cette consécration constitue «une victoire» pour la Nation, la secrétaire générale relèvera néanmoins une contradiction, voire «une énormité». «Si la langue arabe a un statut de langue



Hanoune déplore que le projet ne consacre pas pleinement le retour au peuple.

officielle de l'Etat, et tamazight, c'est la langue officielle de qui ? Du peuple ? Des voisins ?», s'interroge la secrétaire générale du PT. En ce sens, elle estimera que l'avant-projet de révision constitutionnelle aurait dû entériner, dans son article 178, le statut de tamazight en tant que constante nationale, à l'instar de la langue arabe. Mais ce que Louisa Hanoune qualifiera d'assez consternant, c'est le fait que l'avant-projet de révision constitutionnelle propose l'institution d'une académie de la langue amazighe vouée à unifier les dialectes des régions amazighes tout

en éludant la problématique des dialectes arabes. «On ne s'en sortira pas, si on devait aborder la question des dialectes arabes», ironisera-t-elle.

D'autres points, d'autres «aberrations» marquent selon elle le projet de révision constitutionnelle, et notamment sur la question de la transhumance politique, Louisa Hanoune concédant le principe de la déchéance et l'exclusion partisane des élus concernés tout en dénonçant le maintien du mandat de l'élu sans appartenance. «C'est bled Mickey», ironisera la secrétaire générale du PT concernant ces

aberrations et d'autres, telles celles relatives carrément «à une police des mœurs» concernant les rapports interfamiliaux, mais aussi au regard de l'opinion externe notamment. «Où est l'Etat civil ?», s'interroge-t-elle, doutant de cette promesse tant galvaudée et observant que la pratique de la mise sur écoute se poursuit.

Assurant que les conversations téléphoniques des dirigeants de son parti sont surveillées, Louisa Hanoune invitera les responsables de cette pratique à «nous écouter intelligemment». Ce faisant, la secrétaire générale estimera qu'au-delà du fond de la révision constitutionnelle projetée, la question de la forme prime également.

Ainsi, Louisa Hanoune constate que la validation parlementaire du projet est agréée par le Conseil constitutionnel, cela constituerait tant un reniement des engagements pris en 2011 qu'une incongruité au regard de l'absence de légitimité de l'instance. Or, la dirigeante du PT prônera davantage l'adoption du projet par référendum, la souveraineté du peuple constituant le leitmotiv, le credo de sa formation politique. Et ce, dans le contexte de risques avérés de dérives économiques, sociales et politiques dans le pays, de fragilisation de l'immunité de la nation, de paupérisation latente en raison du «rouleau compresseur» que constituent les mesures de la loi de finances 2016.

C. B.

## ABDALLAH DJABALLAH :

## «L'ordre des priorités a été inversé»

**Abdallah Djaballah joint sa voix à celles de ses pairs de l'opposition en considérant «inopportun» le projet de révision de la Constitution. Pour lui, ce projet est celui du pouvoir, renouvelant son plaidoyer pour une présidentielle anticipée supervisée par une instance indépendante.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Car pour le président du Front pour la justice et le développement (FJD), il y a eu «inversement» de l'ordre des priorités, lui qui estime que seul un Président issu de cette élection libre et transparente est à même de mener ce projet de révision constitutionnelle consensuelle qui ne saurait se concrétiser, a-t-il soutenu avant-hier lors d'une conférence, «sans un dialogue avec les forces vives de la nation».

Pour Djaballah, ledit avant-projet n'apporte que des changements «superficiels» en ce sens, selon lui, qu'il ne fait que consacrer davantage de «failles», ceci même s'il trouve que certains des amendements «touchent à l'équilibre de la société». Mais l'approbation de ce texte ne doit en aucune façon être l'œuvre des parlementaires, lui préférant une consultation populaire, lui qui dénonce encore «l'illégitimité» de l'APN.

Et au président du FJD de douter de la sincérité du pouvoir quant à la constitutionnalisation d'une instance de surveillance des élec-

tions, car, selon lui, mettre fin à la calamité des fraudes électorales, la trituration du fichier électoral, entre autres, «ne peut être l'œuvre d'une commission sous tutelle du ministère de l'Intérieur».

Concernant l'officialisation de tamazight que consacre cet avant-projet, Djaballah s'est appesanti sur la problématique liée à la transcription de cette langue qui n'est pas évoquée.

Une «négligence voulue et qui servira, selon lui, ceux qui appellent à ce que cette langue soit écrite avec l'alphabet latin». Une perspective lourde, par ailleurs, que le leader islamiste perçoit comme

«un danger pour la langue arabe». Le même danger, le président du FJD dit l'entrevoir dans la définition de l'Etat algérien dans le préambule dudit avant-projet de révision constitutionnelle. Pour lui, le texte qui stipule que «la Constitution garantit la liberté de tout individu dans le cadre d'un Etat démocratique et républicain», constitue «une orientation laïque de l'Etat» et non l'Etat décrit dans la déclaration du 1<sup>er</sup> Novembre «qui parle d'un Etat algérien, démocratique, social, souverain dans le cadre des principes islamiques».

M. K.



Des changements superficiels, constate Djaballah.

## DÉSIGNATION DU PREMIER MINISTRE

## L'opposition veut plus qu'une simple consultation

**La consultation de la majorité parlementaire par le Président de la République en vue de la nomination du Premier ministre, prévue dans l'avant-projet de révision constitutionnelle, ne réjouit pas l'opposition.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - L'alinéa 5 de l'article 77 de l'avant-projet de révision constitutionnelle divise les formations politiques. Si pour les partis du pouvoir la consultation de la majorité parlementaire par le Président de la République en vue de la nomination du Premier ministre, constitue une «avancée», pour ceux de l'opposition par contre, cette

«nouveau» n'en est pas une. «Il s'agit uniquement de consulter la majorité parlementaire et ça n'a aucun sens», a affirmé le chef du groupe parlementaire de l'Alliance de l'Algérie verte, Naâmane Laouar. Pour lui, cette consultation n'est qu'une démarche «facultative» puisque, explique-t-il, le Président de la République n'est pas obligé de prendre en considération l'avis de la majorité parlementaire pour la désignation du Premier ministre. «C'est juste une question de forme puisque, finalement ça ne change rien», dit-il.

Naâmane Laouar rappelle, à cet effet, la revendication commune de tous les partis politiques (ceux du pouvoir et ceux de l'opposition), celle où le Premier ministre soit issu de la majorité parlementaire. Or, poursuit-

il, «l'avant-projet de la nouvelle Constitution mentionne que c'est au Président de la République de choisir le Premier ministre». Selon lui, ce texte n'apporte rien de nouveau quant à l'instauration d'une démocratie réelle. Par ailleurs, les partis du pouvoir applaudissent cette «nouveau». Pour le RND (Rassemblement national démocratique), c'est un «acheminement» vers un Parlement disposant davantage de prérogatives. «C'est un Parlement qui va peser sur la vie nationale, un Parlement avec des attributions qui seront à même de lui conférer un véritable droit de regard sur l'ensemble des segments de la gestion des affaires publiques», dira Seddik Chihab, porte-parole du RND et vice-président de l'APN. Selon lui, les

nouvelles prérogatives du Parlement prévues dans l'avant-projet de la révision constitutionnelle sont «des attributions caractéristiques d'un système semi-présidentiel où le Parlement donne son avis sur le Premier ministre proposé par le Président de la République».

Même son de cloche chez le député FLN (Front de libération nationale), Brahim Boulegane, qui estime que la majorité parlementaire doit donner son avis sur le Premier ministre, tel que prévu dans l'avant-projet de la révision constitutionnelle. Seulement, ajoute-t-il, «le Premier ministre devrait être issu de la majorité parlementaire au lieu de se contenter uniquement de consulter cette même majorité».

Ry. N.